

# Ouverture commerciale, emploi et distribution de revenus

<http://ei.biz.tm/>

Tanocrède Voiturez (Cirad-Iddri)

Economie internationale – Cinquième séance

30 octobre 2006

# Plan

1. Introduction
2. Ouverture commerciale et rémunération des facteurs : analyse théorique et empirique
3. Effets de l'ouverture sur le chômage
4. Le débat sur les politiques d'accompagnement
5. Ouverture et inégalités de revenus des ménages
6. Conséquences sur la pauvreté
7. Les méthodes d'évaluation

# Introduction

- Accélération du processus de libéralisation commerciale dans les années 1990 (OMC, accords régionaux, etc.)
- Crainte des conséquences sur l'emploi et les inégalités
- Les pro-ouverture (institutions internationales, certains gouvernements, etc.) mettent l'accent sur les effets bénéfiques à long terme
- Les « anti » ou « alter-mondialistes » (ONG, syndicats, certains gouvernements, etc. ) insistent sur les risques de précarisation accrue des plus vulnérables

# Ouverture et rémunération des facteurs

- Le théorème de **Stolper-Samuelson** : une augmentation du prix relatif d'un bien accroît le rendement réel du facteur utilisé d'une manière intensive dans la production de ce bien, et diminue le rendement réel de l'autre facteur
- Les pays en développement, abondants en main-d'œuvre non qualifiée devraient voir les salaires des travailleurs non qualifiés augmenter

# Conséquences théoriques sur les inégalités

- Les inégalités de salaires devraient diminuer
- De même que la pauvreté

# Validations empiriques très discutables

- Thèse peu corroborée par les études empiriques
- Etude de la Banque mondiale (Michaely, Papageorgiou et Choksi, 1991): résultats mitigés
- Robbins (1996), Currie et Harrison (1997) et Revenga (1997) : la libéralisation ne favorise pas la main-d'œuvre non qualifiée
- Rama (2001) : la libéralisation accroît les inégalités, surtout à court terme

# Pourquoi la libéralisation commerciale ne favorise-t-elle pas la main-d'œuvre non qualifiée?

- Slaughter (2000) présente 4 arguments:
  - Les pays en développement protègent les industries intensives en main-d'œuvre non qualifiée
    - ❖ Cônes de diversification
    - ❖ Argument d'économie politique
  - La délocalisation des activités les moins rentables au nord : profite à la main-d'œuvre qualifiée
  - La libéralisation favorise le progrès technologique
  - L'effet pro-compétitif des échanges dans les industries intensives en main-d'œuvre non qualifiée

- Le modèle Stolper-Samuelson précédent supposait une parfaite mobilité des facteurs
- Peu réaliste à court terme
- Le rôle du degré de mobilité intersectorielle des facteurs : plus un facteur est mobile, moins il sera affecté par un changement du prix du secteur où il est affecté

# L'introduction du chômage dans le débat

- Les modèles précédents font abstraction de l'existence du chômage
- Dû à des rigidités institutionnelles (salaire minimum, négociations syndicales, etc.) ou des imperfections de l'information (salaires d'efficience, etc.)
- Effets de l'ouverture commerciale sur le chômage

- L'existence du chômage modifie la réaction de l'économie face au choc de l'ouverture
- Concept des coûts d'ajustement : la réallocation intersectorielle n'est pas instantanée comme dans la théorie standard (programmes d'assistance)
- Les effets sur le chômage peuvent différer selon l'horizon : nécessité d'une approche dynamique
- Les différentes catégories : selon la branche, l'âge, le sexe, la région, le niveau de qualification, etc. ne sont pas touchées de la même manière

- Le dualisme des économies en développement
- L'existence d'un secteur informel important limite les effets sur le chômage d'un choc négatif...
- ... mais accroît la précarité des travailleurs informels (inexistence de protection sociale pour ces travailleurs)
- Les effets des politiques sociales d'accompagnement ciblées sur le secteur formel sont difficiles à évaluer

# Les politiques d'accompagnement

- **Politiques fiscales** : la libéralisation entraîne une baisse des recettes tarifaires (poids important dans les PVD, système fiscal peu développé)
- Comment compenser le manque à gagner pour l'État
- Quels sont les effets sur l'emploi et les inégalités de rémunération de ces réformes ?
- Politiques structurelles de modernisation de l'administration et du tissu industriel

- Politiques d'alignement sur les normes des pays du Nord
- Développement de l'éducation (seul moyen de long terme d'après Rama(2001))
- Réforme des institutions du marché du travail
- Les politiques publiques de promotion de l'emploi
- **Conclusion** : réflexion sur l'économie politique des réformes

# Des inégalités de rémunération aux inégalités de revenus

- Distinction entre répartition fonctionnelle et personnelle : complexité de la relation entre prix des facteurs de production et revenus des ménages (Atkinson, 2003)
  - Salaires et revenus sont deux variables différentes
- Un ménage se compose de plusieurs individus aux sources de revenu différentes
  - Par exemple le fait que les 2 membres du couples travaillent ou non a une conséquence importante
  - Si l'ouverture provoque la perte de l'emploi de l'un des deux, le ménage change de catégorie (même s'il était assez modeste au départ)

- Une seule personne peut aussi avoir plusieurs sources de revenus (paysan et ouvrier par exemple)
- L'intervention de l'État :
  - Affecte le fonctionnement des marchés du travail et des capitaux
  - Décide du budget : impôts, dépenses publiques (dont transferts) et prestations en nature (éducation, santé, etc.)
- L'accroissement des inégalités de rémunération peut être beaucoup plus significatif que l'accroissement des inégalités de revenus si forte redistribution

- Dans les pays développés (notamment Europe continentale), principalement via les impôts (système progressif) et la protection sociale (État-providence)
- Pays en développement : pression fiscale beaucoup plus faible (informel, fraudes, administration fiscale, etc.)
- Le choc de l'ouverture est plus dur à amortir : concept des « safety nets » ou filets de sécurité prônés par les organisations internationales pour protéger les plus vulnérables
- Le ciblage est difficile à mettre en œuvre, peut être coûteux, arbitraire, peut avoir des effets pervers, etc.

- Etude de Milanovic (2002), qui raisonne sur trois catégories de ménages :
  - L'ouverture accroît le revenu des riches et diminue celui de la classe moyenne dans les pays pauvres
  - Elle exerce l'effet inverse sur les pays à revenu « moyen » (5-6000 \$/ capita)
  - L'ouverture accroît donc les inégalités dans les pays pauvres et la réduit dans les pays riches
  - L'une des explications est qu'il faut atteindre un certain niveau d'éducation pour que l'inégalité soit réduite avec l'ouverture

# Les effets sur la pauvreté

- Identifier les canaux de transmission potentiels (Winters et al., 2002)
- La transmission des prix de la frontière aux ménages (exemple du Cotton au Mali)
- Ses effets sur les profits, les salaires et l'emploi
  - Les pauvres n'ont souvent pas les capacités productives de tirer profit de l'ouverture, même quand elle favorise un secteur où ils sont présents (exemple de l'agriculture) : accroître leurs opportunités

- Ses effets sur la vulnérabilité des pauvres
- Ses effets sur les revenus de l'État et sur les dépenses consacrées aux pauvres
- Question du rythme et de la séquence des réformes : arguments politiques
- Rodrik (1996) : la gestion des réformes commerciales risque de monopoliser les ressources humaines de l'État au dépens d'autres politiques (telles que la lutte contre la pauvreté par exemple)

# Les méthodes d'évaluation

- Nécessité d'évaluations pour sortir du débat idéologique
- Ex-ante ou ex-post
- Ex-post : régression en coupe transversale d'indicateurs d'inégalité ou de pauvreté sur des indicateurs d'ouverture (sujets à débats)
- Ex-ante : modèles de simulation
  - Équilibre partiel
  - Équilibre général avec ménages représentatifs
  - Microsimulations

# Conclusion

- La libéralisation est elle inévitable ? Est elle une fin en soi?
- Peut elle être considérée comme une stratégie de développement ?
- Si elle est inévitable, comment l'accompagner pour réduire ses conséquences négatives ?
- Débat plus global sur les choix de politiques publiques et des marges de manœuvre des gouvernements
- L'inflexion récente de la position des organisations internationales constitue un progrès : débat sur les conditionnalités, sur l'appropriation des politiques.